

**Convention collective départementale**

**IDCC : 9811. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Tarn)  
(6 mai 2002)**

(Étendue par arrêté du 18 décembre 2002,  
*Journal officiel* du 17 janvier 2003)

**AVENANT N° 47 DU 17 JANVIER 2019**

NOR : *AGRS1997235M*

IDCC : 9811

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Tarn,

D'une part, et

Syndicat général des salariés de l'agroalimentaire CFDT ;

Fédération générale agroalimentaire et forestière CGT Tarn ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO Tarn ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

Fédération CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de la convention collective de travail du 6 mai 2002. Ainsi, des précisions sont apportées sur l'assurance des charges sociales patronales, le principe de solidarité et la partie Incapacité temporaire et permanente de travail.

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est créé un article 17 *bis* à la convention collective de travail du Tarn du 6 mai 2002 « Maintien de salaire » rédigé comme suit :

« Article 17 *bis*

*Maintien de salaire*

Tous les employeurs relevant de la convention collective de travail du Tarn du 6 mai 2002 sont tenus de respecter les dispositions relatives au maintien de salaire prévues dans les articles L. 1226-1 et suivants du code du travail dans les conditions décrites ci-après.

Par dérogation aux articles précités du code du travail, l'ancienneté est améliorée et les dispositions détaillées sont les suivantes :

Ancienneté	Indemnisation à 90% du salaire brut (sous déduction des IJ du régime de base) 1 <sup>ère</sup> période	Relai jusqu'à la fin des IJ Légales à 80% du salaire brut (sous déduction des IJ du régime de base)	
		Indemnisation à 66,66% + 13,33% du salaire brut (sous déduction des IJ du régime de base) 2 <sup>ème</sup> période	Indemnisation à 80% du salaire brut (sous déduction des IJ du régime de base)
1 mois à 3 ans	30 jours	30 jours	Jusqu'à la fin des IJ légales
3 à 8 ans	40 jours	40 jours	Jusqu'à la fin des IJ légales
8 à 13 ans	50 jours	50 jours	Jusqu'à la fin des IJ légales
13 à 18 ans	60 jours	60 jours	Jusqu'à la fin des IJ légales
18 à 23 ans	70 jours	70 jours	Jusqu'à la fin des IJ légales
23 à 28 ans	80 jours	80 jours	Jusqu'à la fin des IJ légales
28 ans et plus	90 jours	90 jours	Jusqu'à la fin des IJ légales

L'indemnisation intervient à compter du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et à compter du 8<sup>e</sup> jour en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Les employeurs prennent en charge la 1<sup>re</sup> période d'indemnisation à 90 % du salaire brut.

La 2<sup>e</sup> période à 66,66 % est financée intégralement par l'employeur pour la partie maintien de salaire et en partie par le salarié pour l'incapacité temporaire de travail.

Le mois de présence minimum requis, continu ou non dans l'entreprise, est apprécié sur une période de 12 mois précédant la date de l'arrêt de travail.

Pour le calcul des indemnités journalières à 90 % du salaire brut, dues au titre de la 1<sup>re</sup> période de maintien de salaire, il sera tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs, de telle sorte que si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées sur la base de ce taux au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation à 90 % n'excède pas celle applicable en vertu des alinéas précédents. »

## Article 2

L'article 18.1 « Dispositions communes aux régimes de prévoyance décès-incapacité-invalidité » de la convention collective de travail du 6 mai 2002, est rédigé comme suit :

### « F. – Assurance des cotisations sociales patronales

Les cotisations sociales patronales dues par l'employeur sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de mutualité sociale agricole par l'organisme assureur. L'assurance du versement de ces cotisations sociales dues par l'employeur est financée par la cotisation "assurance des cotisations sociales de l'employeur".

### G. – Principe de solidarité

Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, selon les mêmes modalités que l'accord national du 10 juin 2008. »

### Article 3

L'article 18-3 « Les garanties maintien de salaire, incapacité de travail et invalidité » de la convention collective de travail du 6 mai 2002, est modifié comme suit :

#### « Article 18.3

##### *Garanties incapacité temporaire et permanente de travail*

###### A. – Incapacité temporaire de travail

Le montant de cette indemnisation complémentaire est destiné à porter l'indemnisation globale du salaire au niveau de :

80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales à compter de l'expiration de la 1<sup>re</sup> période de maintien de salaire telle que visée à l'article 17 *bis* ci-dessus, aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières dans la limite maximum de 1 095 jours d'arrêt.

La part de la prestation susmentionnée correspondant à la 2<sup>e</sup> période de maintien de salaire à 66,66 % est intégralement financée par l'employeur, lui permettant ainsi de satisfaire à ses obligations légales et conventionnelles.

Les niveaux d'indemnisation prévus ci-dessus ne peuvent être supérieurs au salaire net d'activité qu'aurait perçu le salarié.

###### B. – Incapacité permanente de travail

En cas d'incapacité permanente, dès l'attribution d'une pension d'invalidité de catégorie 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail pour une incapacité des 2/3 au moins, est versée une pension mensuelle d'invalidité complémentaire égale à 30 % du douzième des salaires bruts des quatre trimestres civils précédant l'arrêt de travail.

##### Cotisations

- la garantie incapacité temporaire de travail et l'assurance des charges sociales sont financées à hauteur de 85 % par le salarié et 15 % par l'employeur. Les obligations de maintien de salaire et l'assurance des charges sociales sont intégralement prises en charge par l'employeur ;
- la garantie incapacité permanente de travail est financée :
  - pour l'origine privée (invalidité catégorie 2 et 3) : intégralement par le salarié
  - pour l'origine professionnelle (rente accident du travail avec IPP  $\geq$  2/3 : intégralement par l'employeur). »

### Article 4

Le présent avenant prendra effet le premier jour du trimestre civil suivant la parution de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

### Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

### Article 6

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire, et deux exemplaires seront déposés à l'unité départementale du Tarn de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Occitanie.

Fait à Albi, le 17 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)